



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

F DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Septembre 2016



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES



DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -83,02 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin septembre 2016 s'élève à -83,02 Md€ contre -77,76 Md€ à fin septembre 2015 à périmètre constant. Si les recettes nettes connaissent une hausse de 3,72 Md€, cette situation s'explique principalement par la baisse du

solde des comptes spéciaux de 8,96 Md€. Ce dernier résulte essentiellement des avances versées à l'Agence de service et de paiement (6,24 Md€) qui seront remboursées dans le courant de l'année.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 228,73 Md€

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,21 Md€ dont 2,47 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,67 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Défense** : 2,61 Md€ dont 1,60 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,18 Md€ dont 1,16 Md€ au titre du programme « Handicap et dépendance » et 0,96 Md€ pour le programme « Inclusion sociale et protection des personnes » ;

Les dépenses nettes à fin septembre 2016 s'élèvent à 228,73 Md€ contre 228,71 Md€ à fin septembre 2015 à périmètre constant, soit un niveau équivalent. Cette situation résulte principalement des hausses des dépenses de personnel (+1,03 Md€) et des dépenses d'intervention (+0,70 Md€ issu

✓ Mission **Egalité des territoires et logement** : 1,98 Md€ dont 1,76 Md€ imputable au programme « Aide à l'accès au logement » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,55 Md€ partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,80 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,72 Md€ ;

✓ Mission **Travail et emploi** : 1,10 Md€ dont 0,97 Md€ au titre du programme « Accès et retour à l'emploi ».

notamment de changements de modalités de versement de certaines aides telles que les aides au logement) compensées par les baisses des dépenses de fonctionnement (-1,12 Md€ notamment les dépenses relatives à la mission « Défense ») et des charges de la dette (-0,82 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 180,39 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 11,62 Md€ ;

Impôt sur le revenu : 9,87 Md€ (notamment au titre du solde de l'IR) ;

Impôt sur les sociétés (hors CSB) : 9,79 Md€ (essentiellement au titre du 3^{ème} acompte au 15 septembre) ;

Autres impôts directs et taxes assimilées : 1,93 Md€ dont 1,20 Md€ au titre de l'échéance d'ISF au 15 septembre ;

Autres impôts directs perçus par voie de rôle : 1,83 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 1,82 Md€ dont 0,89 Md€ au titre des mutations à titre gratuit par décès ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,86 Md€ dont -2,28 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement.

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 218,99 Md€

Elles s'élevaient à 217,14 Md€ à fin septembre 2015 à périmètre constant. Cette augmentation de 1,85 Md€ s'explique notamment par les hausses des recettes de TICPE pour 1,68 Md€ (du fait, d'une part, du dynamisme des recettes en 2016, et d'autre part, de moindres versements à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France cette année, par rapport à 2015), des recettes nettes de TVA pour 1,43 Md€ et des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 1,17 Md€ (notamment en raison, de l'augmentation des

mutations à titre gratuit et de la hausse des autres taxes intérieures suite à la réforme de la contribution au service public de l'électricité). Les autres impôts directs et taxes assimilées sont cependant en baisse de 1,32 Md€ essentiellement en raison des diminutions des recettes diverses (notamment du fait de la baisse de la taxe exceptionnelle de solidarité sur les hautes rémunérations), des retenues à la source et des recettes d'impôt de solidarité sur la fortune. A périmètre équivalent, les recettes nettes d'impôt sur le revenu sont en repli de 0,44 Md€.

Recettes non fiscales : 7,74 Md€

Les recettes non fiscales à fin septembre 2016 s'élèvent à 7,74 Md€ contre 9,85 Md€ à fin septembre 2015. La baisse résulte essentiellement des effets d'une diminution de 2,03 Md€ des dividendes et recettes assimilées (notamment du fait de l'absence d'encaissement de dividendes Banque de France et du versement des dividendes EDF sous forme de titres). Les baisses des recettes diverses de 0,73 Md€ (prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts, non intervenus à fin septembre

2016) et des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 0,55 Md€ (notamment les amendes prononcées par les autorités de la concurrence), sont compensées par les hausses des produits du domaine de l'Etat pour 0,79 Md€ (notamment au titre des redevances d'usage des fréquences radioélectriques) et des remboursements et intérêts des prêts pour 0,40 Md€ (notamment les intérêts des prêts à des Etats étrangers).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -48,62 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -48,62 Md€ à fin septembre 2016 contre -54 Md€ à fin septembre 2015 à périmètre constant. Cette variation s'explique par la réduction des prélèvements au profit des collectivités territoriales pour 3,31 Md€ (dont 2,36 Md€ au titre de la dotation globale de

fonctionnement) et par la baisse des prélèvements au profit de l'Union européenne (UE) pour 2,08 Md€ suite à un rythme d'appel des ressources plus lent début 2016 et à une rectification du budget 2015 de l'UE.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -34,68 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,24 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 10,83 Md€ (notamment en raison du versement du deuxième acompte de

cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises au 15 septembre). Le compte « **Prêts à des Etats étrangers** » affiche des dépenses d'un montant de 0,58 Md€ essentiellement au titre d'un accord avec Cuba.

Au 30 septembre 2016, le solde des comptes spéciaux s'établit à -34,68 Md€ contre -25,72 Md€ en septembre 2015. Cette différence s'explique, d'abord, par la variation du solde des comptes de concours financiers (-7,38 Md€ notamment en raison des avances versées à l'Agence de service et de paiement).

Par ailleurs, l'écart est accentuée par l'évolution du solde des comptes d'affectation spéciale (-1,68 Md€ particulièrement du fait du recul des recettes du compte « Participations financières de l'Etat » (cession de titres Safran en 2015).

Dette financière de l'Etat au 30 septembre : 1 642,07 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de remboursements de 131,37 Md€).

Les montants nets des BTAN et des BTF ont diminué respectivement de 62,40 Md€ et 9,92 Md€ depuis le début de l'année.

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



	Mois	Cumul à fin septembre		Renvoi Page	
	Septembre	2016	2015 retraité 2015 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	13 027	-83 017	-77 755	-74 534	5
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	19 324	228 730	228 708	221 333	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	30 821	180 388	176 673	172 519	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	9 866	59 139	59 582	57 555	
- IS *	9 787	17 639	17 791	17 791	
- TVA	11 623	107 955	106 525	105 951	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	1 531	-34 675	-25 720	-25 720	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-1 609	106 973			16
Dette financière de l'Etat	12 886	1 642 066			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	988	988	988
Dépenses de personnel	9 700	92 285	91 252	91 321
Dépenses de fonctionnement	2 093	37 719	38 835	38 442
Charges de la dette de l'Etat	6	24 135	24 956	24 956
Dépenses d'investissement	616	7 893	7 635	7 645
Dépenses d'intervention	6 886	64 748	64 048	56 994
Dépenses d'opérations financières	23	963	994	988
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	19 324	228 730	228 708	221 333
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	34 724	218 990	217 138	212 964
Recettes non fiscales	1 033	7 739	9 848	9 814
Prélèvements sur recettes	-5 531	-48 620	-54 002	-53 948
Fonds de concours	595	2 280	3 688	3 688
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	30 821	180 388	176 673	172 519
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	36 352	229 009	230 674	226 467
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	11 496	-48 342	-52 035	-48 815
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-232	921	2 603	2 603
Solde des comptes de concours financiers	1 786	-36 193	-28 815	-28 815
Solde des comptes de commerce	-40	472	396	396
Solde des comptes d'opérations monétaires	26	-10 177	-1 772	-1 772
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	1 531	-34 675	-25 720	-25 720
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	13 027	-83 017	-77 755	-74 534



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	9 700	92 285	91 252	91 321
Rémunérations d'activité	5 525	52 579	51 970	51 996
Cotisations et contributions sociales	4 138	39 146	38 701	38 744
Prestations sociales et allocations diverses	38	559	581	581
AUTRES TITRES	9 624	136 446	137 456	130 012
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	988	988	988
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	2 093	37 719	38 835	38 442
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 451	16 481	17 029	17 034
Subventions pour charges de service public	642	21 238	21 806	21 408
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	6	24 135	24 956	24 956
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	6	24 135	24 956	24 956
Titre 5 - Dépenses d'investissement	616	7 893	7 635	7 645
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	501	6 543	6 276	6 287
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	115	1 350	1 358	1 358
Titre 6 - Dépenses d'intervention	6 886	64 748	64 048	56 994
Transferts aux ménages	4 412	33 320	32 940	27 838
Transferts aux entreprises	458	8 614	7 954	6 465
Transferts aux collectivités territoriales	313	5 145	4 858	4 780
Transferts aux autres collectivités	1 686	17 635	18 282	17 898
Appels en garantie	16	33	15	13
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	23	963	994	988
Prêts et avances	1	37	39	39
Dotations en fonds propres	22	356	386	380
Dépenses de participations financières	0	570	569	569
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	19 324	228 730	228 708	221 333



unité : million d'€	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2016		Cumul à fin septembre 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	103	208	2 449	2 413	2 338
Action de la France en Europe et dans le monde	70	146	1 543	1 487	1 487
Diplomatie culturelle et d'influence	14	42	636	513	575
Français à l'étranger et affaires consulaires	19	19	275	269	267
Conférence "Paris Climat 2015"	0	0	-4	144	9
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	176	196	1 992	2 018	1 987
Administration territoriale	129	136	1 230	1 205	1 221
Vie politique, culturelle et associative	2	2	179	224	175
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	44	58	583	589	591
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	106	110	1 818	1 650	1 835
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires	17	22	695	572	782
Forêt	3	3	217	205	218
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	36	36	410	387	341
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	50	49	497	486	493
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	151	41	1 432	1 978	1 932
Aide économique et financière au développement	123	9	226	800	838
Solidarité à l'égard des pays en développement	28	31	1 206	1 179	1 095
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	6	71	1 955	1 940	2 040
Liens entre la Nation et son armée	2	3	25	24	16
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	4	61	1 842	1 842	1 949
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	8	88	73	75
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	46	49	467	458	461
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	28	31	264	269	267
Conseil économique, social et environnemental	0	0	39	39	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	18	163	150	154
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	129	191	2 169	1 851	1 949
Patrimoines	27	34	707	531	587
Création	25	74	651	551	584
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	77	83	811	769	778
DEFENSE	2 415	2 613	28 589	31 308	31 467
Environnement et prospective de la politique de défense	54	91	824	1 092	1 047
Préparation et emploi des forces	390	444	6 209	6 074	5 920
Soutien de la politique de la défense	1 606	1 595	16 588	16 498	16 340
Equiperment des forces	365	483	4 967	7 643	8 160
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	103	91	935	847	843
Coordination du travail gouvernemental	52	44	402	355	348
Protection des droits et libertés	4	4	75	78	75
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	46	42	459	414	420
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	395	613	7 944	7 670	8 006
Infrastructures et services de transports	98	132	2 868	2 924	2 968
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	6	10	71	112	116
Météorologie	0	0	146	146	149
Paysages, eau et biodiversité	6	17	195	190	203
Information géographique et cartographique	0	0	70	70	70
Prévention des risques	10	10	-17	-26	118
Energie, climat et après-mines	1	2	369	361	381
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	274	267	2 461	2 474	2 512
Service public de l'énergie (1)	0	174	1 779	1 419	1 491
ECONOMIE	87	117	1 092	1 002	1 035
Développement des entreprises et du tourisme	41	70	635	547	575
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	32	34	329	331	338
Stratégie économique et fiscale	13	13	128	125	121



unité : million d'€	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2016		Cumul à fin septembre 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT	216	1 976	15 880	14 955	13 831
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables (2)	99	107	1 231	1 097	1 025
Aide à l'accès au logement	4	1 757	14 200	13 382	12 502
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	112	112	448	476	304
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'égalité des territoires	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	10	26	24 301	24 378	25 220
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	6	6	24 135	24 135	24 956
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	4	4	21	21	13
Epargne	0	15	145	121	250
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotations en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	100	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 239	5 211	50 750	50 561	49 665
Enseignement scolaire public du premier degré	1 673	1 673	15 198	15 196	14 810
Enseignement scolaire public du second degré	2 470	2 466	23 500	23 491	23 069
Vie de l'élève	372	350	3 885	3 766	3 723
Enseignement privé du premier et du second degrés	463	462	5 560	5 548	5 484
Soutien de la politique de l'éducation nationale	168	165	1 614	1 579	1 565
Enseignement technique agricole	94	95	994	981	1 014
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	787	818	8 299	8 032	8 279
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	609	617	6 001	5 936	6 090
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	44	66	859	731	780
Facilitation et sécurisation des échanges	120	121	1 216	1 152	1 187
Entretien des bâtiments de l'Etat	10	9	89	77	90
Fonction publique	4	5	134	135	132
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	156	50	819	633	403
Immigration et asile	139	39	753	587	379
Intégration et accès à la nationalité française	17	11	65	46	25
JUSTICE	530	640	5 864	6 033	5 845
Justice judiciaire	239	261	2 436	2 452	2 344
Administration pénitentiaire	217	285	2 248	2 448	2 415
Protection judiciaire de la jeunesse	51	62	617	576	563
Accès au droit et à la justice	6	6	310	310	292
Conduite et pilotage de la politique de la justice	17	26	249	245	228
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	3	3	3
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	40	41	414	346	451
Presse	31	33	167	170	148
Livre et industries culturelles	3	2	237	166	181
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	6	5	10	10	123
OUTRE-MER	88	54	1 702	1 467	1 506
Emploi outre-mer	18	20	1 207	1 003	1 042
Conditions de vie outre-mer	70	34	496	464	464
POLITIQUE DES TERRITOIRES	98	78	362	368	526
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	16	14	79	124	163
Interventions territoriales de l'Etat	7	9	17	21	18
Politique de la ville	76	55	267	223	345
POUVOIRS PUBLICS	0	0	988	988	988
Présidence de la République	0	0	100	100	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	10	10	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€	Mois de septembre		Cumul à fin septembre 2016		Cumul à fin septembre 2015 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	479	670	24 536	20 467	20 727
Formations supérieures et recherche universitaire	53	65	12 544	10 690	10 601
Vie étudiante	21	134	2 239	1 745	1 816
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	2	384	6 181	4 781	4 762
Recherche spatiale	0	0	1 303	1 165	1 151
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	373	45	1 413	1 086	1 428
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	11	21	406	596	546
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	83	83	89
Recherche culturelle et culture scientifique	0	1	112	76	84
Enseignement supérieur et recherche agricoles	20	20	254	245	250
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	706	508	5 779	5 272	5 859
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	554	328	3 602	3 274	3 773
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	756	619	640
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	152	111	1 421	1 380	1 446
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	215	92	2 962	2 116	2 174
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	198	79	2 719	1 880	1 900
Concours spécifiques et administration	17	13	243	235	274
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 516	8 482	78 674	78 622	75 697
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	5 605	5 571	71 965	71 913	69 692
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	2 911	2 911	6 709	6 709	6 005
SANTE	3	20	1 132	919	897
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	3	20	442	356	379
Protection maladie	0	0	691	563	517
SECURITES	1 442	1 554	14 160	13 809	13 459
Police nationale	786	801	7 378	7 284	7 117
Gendarmerie nationale	629	721	6 431	6 163	6 015
Sécurité et éducation routières	2	3	23	18	18
Sécurité civile	25	29	328	344	310
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	87	2 179	16 548	14 920	15 231
Inclusion sociale et protection des personnes (2)	17	957	4 560	3 564	3 902
Handicap et dépendance	5	1 155	10 728	10 244	10 166
Egalité entre les femmes et les hommes	2	2	16	15	17
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	64	65	1 244	1 097	1 146
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	9	12	552	476	383
Sport	3	3	205	190	207
Jeunesse et vie associative	6	8	346	286	176
TRAVAIL ET EMPLOI	173	1 098	11 640	9 854	9 373
Accès et retour à l'emploi	64	972	7 143	6 597	6 693
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	50	66	3 909	2 669	2 085
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	4	3	47	63	58
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	55	57	541	524	537
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	22 511	27 806	316 204	307 352	304 405
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	13 995	19 324	237 531	228 730	228 708

(1) programme créé en 2016

(2) changement de libellé en 2016



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	10 348	63 325	63 433	63 289
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	1 831	3 164	2 919	2 919
Impôt sur les sociétés (C)	10 936	42 096	41 743	41 743
Impôt sur les sociétés	10 705	41 193	40 870	40 870
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	231	903	873	873
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 932	11 501	12 815	12 815
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	26	457	612	612
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	57	3 190	3 465	3 465
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	61	61
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	7	7
Impôt de solidarité sur la fortune	1 199	4 710	4 888	4 888
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	33	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	92	127	127
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	5	14	14
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	10	13	13
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	19	21	21
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	4	64	58	58
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	186	188	188
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	2	6	6
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	10	32	32
Recettes diverses	640	2 721	3 289	3 289
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 080	11 534	9 853	9 853
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	15 261	147 697	144 949	144 375
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 818	18 295	17 122	15 549
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	18	356	302	302
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	11	116	108	108
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	7	5	5
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	133	1 348	1 160	1 160



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	885	7 804	7 546	7 546
Contribution de sécurité immobilière	48	468	426	426
Autres conventions et actes civils	37	416	332	332
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	25	289	286	286
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	10	131	98	98
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	20	205	169	169
Timbre unique	26	123	125	125
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	176	2 546	2 118	628
Autres droits et recettes accessoires	0	4	4	4
Amendes et confiscations	15	42	34	34
Taxe générale sur les activités polluantes	3	85	126	126
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	1	22
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	20	288	126	126
Autres droits et recettes à différents titres	0	2	1	1
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	37	37	37
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	40	39	39
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	25	25	25
Taxe de l'aviation civile	0	9	53	53
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	577	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	27	29	29
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	177	1 492	1 493	1 493
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	76	551	527	527
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	35	322	329	329
Prélèvement sur les paris sportifs	20	205	151	151
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	4	43	43	43
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	42	527	682	682
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	2	2
Autres taxes	30	211	167	63
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	43 206	297 612	292 835	290 544
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	34 724	218 990	217 138	212 964



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	100	1 600	3 626	3 626
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	328	1 301	1 301
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	101	282	282
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	100	1 171	2 043	2 043
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	96	1 909	1 123	1 123
Revenus du domaine public non militaire	17	159	160	160
Autres revenus du domaine public	1	129	82	82
Revenus du domaine privé	6	45	37	37
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	34	802	82	82
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	27	613	724	724
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	9	151	29	29
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	11	9	9
Produits de la vente de biens et services (C)	149	786	779	779
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	47	307	324	324
Autres frais d'assiette et de recouvrement	57	419	394	394
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	43	47	49	49
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	5	5
Autres recettes diverses	2	10	7	7
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	501	727	324	324
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	476	545	154	154
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	7	5	5
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	10	12	12
Intérêts des autres prêts et avances	3	35	33	33
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	20	107	95	95
Autres avances remboursables sous conditions	0	2	2	2
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	15	16	16



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	96	1 552	2 101	2 067
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	34	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	35	885	1 467	1 467
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	3	10	94	94
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	1	9	4	4
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	56	577	486	486
Frais de poursuite	1	6	7	7
Frais de justice et d'instance	1	9	7	7
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	11	2	2
Divers (F)	93	1 165	1 896	1 896
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	805	805
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	5	263	268	268
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	22	141	148	148
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	6	7	7
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	14	48	48
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	6	6	6
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	6	7	7
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	5	5
Récupération d'indus	1	44	21	21
Recouvrements après admission en non-valeur	13	103	96	96
Divers versements de l'Union européenne	0	17	20	20
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	3	16	17	17
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	16	13	13
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	1	1
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Solte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	21	159	193	193
Produits divers	11	242	103	103
Autres produits divers	13	126	139	139
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	1 033	7 739	9 848	9 814



	Mois	Cumul à fin septembre		
	Septembre	2016	2015 retraité	2015 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 862	-35 050	-38 356	-38 302
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 277	-26 559	-28 915	-28 914
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-8	-9	-9
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-8	-56	-72	-72
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-534	-2 549	-3 088	-3 088
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-135	-1 361	-1 631	-1 631
Dotations élu local	0	-64	-65	-65
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-25	-35	-35
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementale d'équipement des collèges	-55	-326	-296	-296
Dotations régionale d'équipement scolaire	-244	-661	-645	-645
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	-3	-3
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-277	-2 496	-2 692	-2 692
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-283	-426	-563	-563
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-8	-138	-168	-168
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011)	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-3	-3
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-62	-62	-62
Dotations exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du versement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources	0	0	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-32	-315	-55	-55
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport (1)	0	0	-53	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 670	-13 570	-15 646	-15 646
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 531	-48 620	-54 002	-53 948
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	590	2 111	3 475	3 475
Fonds de concours - coopération internationale	4	169	213	213
TOTAL FONDS DE CONCOURS	595	2 280	3 688	3 688

(1) création en 2016



unité : million d'€.

	Mois de septembre		Cumul à fin septembre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté	2016	2015 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 067	4 835	49 076	46 343	49 997	48 946	921	2 603
Aides à l'acquisition de véhicules propres	28	17	184	160	200	235	15	75
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	19	29	679	697	1 146	1 062	467	366
Développement agricole et rural	25	4	102	70	122	129	20	58
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	30	31	258	267	282	281	24	14
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	2	1 396	1 401	1 539	1 494	143	93
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	32	23	337	233	257	539	-80	306
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	0	0	0	-4	0	0	0	4
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	233	309	233	309
Participations financières de l'Etat	63	0	1 297	1 661	79	1 695	-1 218	34
Pensions	4 563	4 421	41 861	41 639	43 173	42 893	1 312	1 253
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	19	218	19	309	0	91
Transition énergétique (2)	306	308	2 943	0	2 947	0	4	0
Comptes de concours financiers	9 273	11 060	84 769	75 696	48 576	46 881	-36 193	-28 815
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	127	0	6 236	35	93	90	-6 143	55
Avances à l'audiovisuel public	322	144	2 901	2 750	1 740	1 635	-1 161	-1 115
Avances aux collectivités territoriales	8 240	10 830	74 913	72 173	46 289	44 697	-28 624	-27 476
Prêts à des Etats étrangers	583	83	719	624	420	408	-300	-215
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	2	1	114	34	51	34	-63
Comptes de commerce	330	290	28 590	28 637	29 062	29 034	472	396
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires (3)	31	5	331	427	532	585	201	158
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	13	14	116	115	119	113	3	-2
Couverture des risques financiers de l'Etat	144	144	2 204	1 195	2 204	1 195	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	82	10	421	420	503	460	82	40
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	53	111	25 470	26 431	25 633	26 608	162	177
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	4	0	1	0	-3
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses (1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	4	31	30	52	52	21	22
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	2	17	15	20	19	3	4
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	96	122	10 839	4 340	662	2 569	-10 177	-1 772
Emission des monnaies métalliques	1	23	100	109	230	200	130	91
Opérations avec le Fonds Monétaire International	85	95	10 725	4 216	422	2 348	-10 303	-1 868
Pertes et bénéfices de change	10	4	15	16	11	21	-4	5
TOTAL COMPTES SPECIAUX	14 766	16 306	173 275	155 017	128 297	127 429	-44 978	-27 587
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	14 681	16 211	162 550	150 801	127 875	125 081	-34 675	-25 720

(1) suppression en 2016

(2) création en 2016

(3) changement de libellé en 2016



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2016
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	520	58	579
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	-1	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	242	199	441
	Total organismes à caractère financier	773	257	1 029
	CEPL			
	Régions	1 662	1 032	2 694
	Départements	4 826	-381	4 446
	Communes	21 357	890	22 247
	HLM	323	132	455
	Autres	20 714	1 400	22 114
	Total CEPL	48 882	3 073	51 956
	Hôpitaux	4 440	365	4 806
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 132	2 658	12 790
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	4 160	3	4 163
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 786	1 312	4 098
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	119	981
	Total établissements publics nationaux	17 941	4 091	22 032
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	10 494	-3 617	6 878	
Communautés européennes	2 596	903	3 499	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	42	14	56	
GIP	615	77	691	
EPL	2 136	605	2 740	
Autres correspondants	12 782	493	13 275	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	42	-42	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	15 617	1 146	16 763	
Total Dépôts de fonds du Trésor	100 744	6 219	106 962	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	18	-7	11
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	18	-7	11
Total Passif (A)		100 761	6 212	106 973
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		100 761	6 212	106 973



	Solde au 31/12/2015	Flux nets de l'année	Solde à fin septembre 2016
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 576 395	59 049	1 635 444
Titres négociables à moyen et long terme	1 423 722	68 970	1 492 692
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 321 252	131 372	1 452 624
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 139 245	121 476	1 260 721
- <i>taux variable</i>	163 458	10 064	173 522
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	102 470	-62 402	40 068
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	94 062	-53 994	40 068
- <i>taux variable</i>	8 009	-8 009	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	152 673	-9 921	142 752
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	152 673	-9 921	142 752
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 666	-44	6 621
TOTAL (A+B+C)	1 583 061	59 004	1 642 066



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2015 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2015 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2016.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.